



**HAL**  
open science

## Le capitalisme à l'âge global : les mutations transcendent-elles les spécificités nationales ?

Cynthia Ghorra-Gobin, Martine Azuelos

### ► To cite this version:

Cynthia Ghorra-Gobin, Martine Azuelos. Le capitalisme à l'âge global : les mutations transcendent-elles les spécificités nationales ?. Revue LISA / LISA e-journal, 2015. hal-01222854

**HAL Id: hal-01222854**

**<https://hal.science/hal-01222854>**

Submitted on 30 Oct 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cynthia Ghorra-Gobin and Martine Azuelos

## **Le capitalisme à l'âge global : les mutations en cours transcendent-elles les spécificités nationales ?**

---

### **Warning**

The contents of this site is subject to the French law on intellectual property and is the exclusive property of the publisher.

The works on this site can be accessed and reproduced on paper or digital media, provided that they are strictly used for personal, scientific or educational purposes excluding any commercial exploitation. Reproduction must necessarily mention the editor, the journal name, the author and the document reference.

Any other reproduction is strictly forbidden without permission of the publisher, except in cases provided by legislation in force in France.

**revues.org**

Revues.org is a platform for journals in the humanities and social sciences run by the CLEO, Centre for open electronic publishing (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Electronic reference

Cynthia Ghorra-Gobin and Martine Azuelos, « Le capitalisme à l'âge global : les mutations en cours transcendent-elles les spécificités nationales ? », *Revue LISA/LISA e-journal* [Online], vol. XIII-n°2 | 2015, Online since 20 March 2015, connection on 26 October 2015. URL : <http://lisa.revues.org/8189> ; DOI : 10.4000/lisa.8189

Publisher: Presses Universitaires de Rennes

<http://lisa.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document available online on:

<http://lisa.revues.org/8189>

Document automatically generated on 26 October 2015. The page numbering does not match that of the print edition.

© Presses Universitaires de Rennes

Cynthia Ghorra-Gobin and Martine Azuelos

## Le capitalisme à l'âge global : les mutations en cours transcendent-elles les spécificités nationales ?

- 1 Au cours des quatre dernières décennies, la globalisation a été perçue comme l'un des plus puissants moteurs de changement des économies nationales. En s'appuyant sur un certain nombre de critères comme l'instauration de nouvelles règles émises à l'échelle mondiale par des institutions publiques ou privées ou l'émergence de la firme globale, de nombreux observateurs évoquent l'avènement d'un capitalisme globalisé dont les retombées au niveau national sont loin d'être négligeables. Au fur et à mesure que l'État libéralise, les milieux économiques se mondialisent, ce qui a pour effet de modifier les relations entre le patronat, l'État et les salariés. Le pouvoir des employeurs se renforce pendant que la capacité de négociation des salariés s'estompe. Mais si la globalisation a contraint les États à se libéraliser, ce que nul ne conteste, en revanche il n'est pas non plus certain que des éléments spécifiques aux systèmes capitalistes antérieurs aient complètement disparu.
- 2 D'où le questionnement suivant : les capitalismes nationaux dont les différents modèles avaient notamment été mis en évidence dès le début de la décennie 1990<sup>1</sup> ont-ils été entamés par la mondialisation ? Peut-on alors parler de convergence des capitalismes nationaux vers un modèle unique celui du « capitalisme de marché » ?
- 3 Tous les économistes reconnaissent qu'ils évoluent vers un sens plus libéral mais certains estiment qu'ils continuent de conserver des éléments fondamentaux de leurs systèmes antérieurs<sup>2</sup>. Peut-on alors dire que la concurrence telle qu'elle s'exerce dans l'économie mondialisée n'exige nullement la conformité au modèle de « capitalisme de marché » ? Faut-il alors reconnaître l'existence d'un processus d'hybridation des capitalismes nationaux, outre le capitalisme d'État notamment incarné par Singapour et la Chine ? Face à ceux qui proclament l'uniformisation des capitalismes nationaux, n'irait-on pas au contraire vers une diversification des capitalismes en raison de la capacité des États à concilier les spécificités nationales et l'impératif de la compétitivité ?
- 4 Avant de répondre à ces questions l'analyse se propose de retracer les principales étapes d'évolution du capitalisme et de sa représentation au cours de l'histoire.

### Les différentes étapes de l'évolution du capitalisme et de sa représentation à travers l'histoire

- 5 Le terme capitalisme a désigné des réalités changeantes au cours de l'histoire mais à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, il se comprend comme l'« appropriation du capital par les uns à l'exclusion des autres »<sup>3</sup> ou encore comme la volonté et la liberté d'entreprendre tout en prenant des risques<sup>4</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il est intégré dans le vocabulaire courant grâce à Werner Sombart<sup>5</sup>. La mondialisation du capitalisme à partir des années 1980, ou plutôt son caractère universel après notamment la chute du mur de Berlin (1989), se caractérise non seulement par l'intensification des échanges de biens – que mettent en évidence les données sur le commerce international – mais aussi par un capitalisme de plus en plus financier – reposant sur les technologies récentes de communication et d'information échappant au cadre national. Il s'agit d'un capitalisme actionnarial qui permet la constitution d'entreprises globales, organisées le plus souvent en réseaux et résultant d'opérations de fusion ou d'acquisition d'importance croissante d'année en année<sup>6</sup>.
- 6 Tout en reconnaissant les mutations récentes du capitalisme au cours du siècle dernier, il importe de rappeler que l'« esprit du capitalisme » tel qu'il émerge en Europe au Moyen Âge s'avère indissociable de l'essor des villes. Venise et Gênes furent à l'origine du capitalisme marchand alors qu'elles cherchaient à devenir les rivales de Constantinople, capitale de l'empire byzantin, avant sa chute en 1453. Le capitalisme marchand participe de l'ascension

des villes et de l'urbanisation, de l'économie de marché et de l'économie de change, liée aux jeux complexes du crédit et des commerces lointains. Ainsi se résume l'analyse de Braudel qui insiste sur la ville comme lieu privilégié de la division du travail<sup>7</sup>. Ces villes européennes, dont il faut par ailleurs souligner le caractère inégalé des libertés par rapport au reste du monde, s'étaient plutôt développées comme des entités politiques autonomes qui plus tard contribueront à l'avènement de l'État territorial. Aussi après avoir été urbain, le capitalisme en Europe a été lié à l'histoire de l'État-nation qui en a assuré la régulation tout en le diffusant au travers de son empire colonial. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme fut progressivement régulé par l'État. Son intervention parfois directe s'est traduite par la constitution d'un budget de dépenses de redistribution, d'une politique de soutien de la demande des consommateurs ainsi que d'une politique industrielle favorisant certains secteurs jugés plus prometteurs que d'autres. L'État a réussi, notamment au cours de la période des Trente Glorieuses (1945-1975) à concilier les intérêts des capitalistes et ceux des salariés. La politique de régulation a été menée sous l'impulsion des revendications émanant d'une dynamique de mobilisation syndicale. Les salariés dans le monde occidental ont ainsi bénéficié d'une élévation importante de leur niveau de vie avec l'émergence de l'État-Providence après la deuxième guerre. On se réfère à cette phase du capitalisme en évoquant également « l'ère fordiste ».

- 7 Le capitalisme franchit également des étapes en relation avec les innovations technologiques qui modifient en profondeur les systèmes de production et souvent aussi de gestion. Ce rôle central de l'évolution technologique étudié par Joseph Schumpeter permet de différencier les révolutions industrielles<sup>8</sup>. La première commença en Angleterre, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à un moment où l'alliance entre États et marchands, initiée au XVII<sup>e</sup> siècle, se consolidait. Le capitalisme industriel étatique succéda au capitalisme marchand. La deuxième révolution est associée à l'expansion de l'électricité, du moteur à combustion et de l'industrie chimique. Les technologies de communication et d'information qui concernent la téléphonie, l'audiovisuel et l'informatique s'inscrivent dans une troisième révolution. La fusion des télécommunications et de l'informatique a accéléré la circulation des capitaux ainsi que la vitesse de réaction des marchés financiers.
- 8 La dynamique du système capitaliste industriel est mieux connue depuis Marx (1867) qui fut le premier à mettre en évidence la condition de l'ouvrier, obligé de vendre sa force de travail pour survivre<sup>9</sup>. Après avoir analysé les mécanismes de la plus-value, Marx souligne les contradictions liées à ce mode de production, ce qui a permis de donner des outils théoriques au socialisme et a largement influencé Lénine au moment de la révolution bolchévique. Max Weber a enrichi la définition du capitalisme en précisant qu'il a supposé l'instauration d'un nouveau rapport moral des hommes à leur travail, déterminé sur le mode de la vocation, de façon à ce que l'individu puisse s'y adonner avec fermeté et régularité<sup>10</sup>. Il fit référence à la Réforme qui instaura l'idée selon laquelle le devoir s'accomplit d'abord par l'exercice du métier (activités temporelles) par opposition à la vie religieuse (activités spirituelles) privilégiée par l'ethos catholique. Cette conception, qui donne une motivation à l'individu, a justifié l'effort au travail. Par la suite Albert Hirschman reformula la conception wébérienne en insistant sur le processus de valorisation des activités lucratives en termes de bien commun pour l'ensemble de la société<sup>11</sup>.

## Des fondements théoriques du capitalisme

- 9 Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle la justification du capitalisme est formulée par la science économique qui a contribué à bâtir une représentation du monde en marquant une séparation radicale entre les aspects économiques et la dynamique sociale. Les lois positives de l'économie sont au service du bien-être matériel. Elles estiment que la poursuite de l'intérêt individuel sert l'intérêt du plus grand nombre et que, par conséquent, ce qui est bénéfique pour l'individu l'est également pour la société. Aussi pour maintenir sa dynamique, le capitalisme s'est appuyé sur la modernité individualiste<sup>12</sup>.
- 10 L'histoire du capitalisme est indissociable de la notion de liberté de l'individu<sup>13</sup>, au même titre d'ailleurs que l'avènement de la démocratie moderne. Après l'Église contre l'État et le souverain contre les féodaux, la grande lutte pour le pouvoir fut celle qui opposa les catholiques

aux protestants jusqu'au moment où le traité de Westphalie inaugura non seulement l'invention de l'État mais aussi une ère de séparation entre l'État et l'Église. Aussi, si les conflits entre l'Église et l'État, entre les protestants et les catholiques avaient créé la brèche par où la liberté individuelle s'était engouffrée, le capitalisme fit s'écrouler la muraille. Il anéantit le féodalisme, il créa une classe d'entrepreneurs indépendants, et il fit du changement et du dynamisme plutôt que l'ordre et la tradition, la philosophie dominante de l'ère moderne. L'existence d'un État compétent fut un facteur important de cette évolution. Le capitalisme a réussi à créer un nouveau groupe d'individus prospères et puissants qui fut dénommé la « classe bourgeoise » parce que, contrairement à la classe aristocratique, elle devait sa richesse non à un héritage mais à une activité économique indépendante. L'esprit d'entreprise qui est au cœur du capitalisme devint en quelque sorte le principal levier de l'ascension sociale.

- 11 Le modèle de liberté individuelle défini comme un idéal qui se répandit en Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle explique aussi la diffusion du capitalisme. Les individus disposaient de droits et de pouvoirs reconnus, le pouvoir des monarques était borné par des lois et des traditions. La société civile s'épanouissait parallèlement à la défense de la propriété privée et de la liberté d'entreprise se répandaient. Cet ancrage culturel du capitalisme dans le monde occidental alimente à présent le débat sur la transition non-occidentale vers le capitalisme des pays émergents. Aussi le prix Nobel d'économie Amartya Sen souligne avec fermeté que le développement économique exige un processus d'expansion de la liberté des individus et de leurs capacités de mobilisation pour assurer une régulation du capitalisme. Il prône ainsi la mondialisation de l'idéal démocratique tout en insistant sur l'impératif d'éviter de faire de la démocratie une invention purement européenne<sup>14</sup>.

## La logique du capitalisme contemporain

- 12 Tout en étant régulé par l'État-nation, le capitalisme ne s'est pas diffusé à l'échelle mondiale. Au XX<sup>e</sup> siècle, les pays dits communistes comme l'URSS l'avaient banni. La visée expansionniste de ces régimes avait d'ailleurs conduit à une situation de guerre froide à l'échelle mondiale, de la Seconde Guerre mondiale à la Chute du mur de Berlin en 1989. C'est à partir de cette date, qui correspond à l'émergence de ce que certains économistes ont qualifié le « consensus de Washington », que le capitalisme en tant qu'idéologie s'est universalisé. On parle dès lors de la mondialisation du capitalisme. À présent, le capitalisme actionnarial, influencé par le monde anglo-américain, semble s'étendre au détriment et contrairement à la diversité des capitalismes nationaux (modèle rhénan, français et japonais notamment) de l'ère fordiste, époque au cours de laquelle l'économie et la finance étaient largement organisées sur les bases nationales. Ce n'est pas par hasard que l'étape de la financiarisation du capitalisme a été qualifiée de « *globalisation* » par les auteurs anglo-américains. Elle se déroule dans un contexte où les banques centrales nationales sont devenues indépendantes du pouvoir politique et où elles ont désormais pour mission de préserver la valeur réelle de la rente financière que l'inflation viendrait éroder. La globalisation renvoie en quelque sorte à cette idée d'emprise totale du capitalisme, alors que le terme mondialisation est moins précis et renvoie à une représentation de l'humanité consciente de vivre dans un seul monde<sup>15</sup>.
- 13 Mais cette étape de « globalisation » ne signifie pas pour autant que les États aient perdu de leur importance. Les interventions publiques jouent un rôle stratégique avec l'élaboration et l'application des lois concernant la fiscalité, le fonctionnement de la bourse et des entreprises, la politique de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle. À la suite de la banqueroute de la firme Enron, l'enquête a constaté que les comptes de la firme avaient été manipulés avec la complicité plus ou moins active de ses auditeurs. Aussi en juillet 2002, le Congrès américain a adopté la loi Sarbanes-Oxley (SOX) en vue de restaurer la crédibilité du système financier par une meilleure transparence des comptes et de la gestion des entreprises. La loi interdit aux sociétés d'audit de proposer aux entreprises des conseils dont elles seraient amenées à juger *a posteriori* de la pertinence. En 2008 le capitalisme fait face à une nouvelle crise suite à la crise des subprimes survenue aux États-Unis en 2007.
- 14 La probabilité de l'occurrence de crises inhérentes au fonctionnement du capitalisme est à présent renforcée en raison notamment de la sérieuse instabilité des marchés financiers

fonctionnant à l'échelle globale. Mais les interventions publiques bien ajustées peuvent en réduire la fréquence et en atténuer les coûts, même si dans la phase actuelle du capitalisme les dispositifs de contrôle de la répartition de la valeur ajoutée entre le capital et le travail ne sont plus une priorité. Pour certains, les salariés ne sont plus qu'une simple « variable d'ajustement ». L'État peut toutefois intervenir dans la régulation des fonds d'investissement. En effet, certains fonds comme les *hedge funds* qui représentent une part croissante de l'activité des marchés financiers se distinguent des autres fonds (*mutual funds* et *pension funds*) en raison de leur caractère hautement spéculatif. La financiarisation du capitalisme s'accompagne de la recherche de la valorisation maximale du retour sur investissement pour l'actionnaire, l'usage des stock-options permettant de verser un complément de rémunération aux dirigeants d'entreprises<sup>16</sup>.

15 À ce capitalisme actionnarial qui tend à se mondialiser correspond le règne des entreprises multinationales et surtout celui des entreprises-réseaux ou firmes globales qui partagent une représentation simple du monde identifié comme un marché. Elles ont ainsi pour stratégie de conquérir des parts de marché ici et là dans l'offre d'objets de consommation (voiture individuelle) comme dans l'offre de services publics (eau). Par ailleurs leurs modes de gestion reposent sur une structure globale de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des biens de manière à réduire sensiblement des coûts. Elles n'hésitent pas par ailleurs à avoir recours à des méthodes de l'*outsourcing* (sous-traitance) ou encore de l'*offshoring* (délocalisation).

16 La mondialisation contemporaine résulte d'une expansion du capitalisme qui s'est par ailleurs métamorphosé en s'appuyant sur les technologies de communication et d'information. Sa logique de fonctionnement a été intégrée par les acteurs politiques à l'échelle nationale comme à l'échelle locale. Les pays pauvres et endettés y ont également été soumis par la pression d'organismes internationaux comme le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale. D'où l'emploi du terme « glocalisation » pour signifier cette articulation entre le global et le local. La diffusion du capitalisme sous l'égide des firmes globales s'est traduite également par une nouvelle division internationale du travail. Les emplois industriels sont désormais principalement localisés dans les pays émergents. On parle d'ailleurs de la désindustrialisation des villes et métropoles des pays riches. En revanche les emplois tertiaires relevant de (1) l'ingénierie financière, (2) du secteur artistique et des activités culturelles reposant notamment sur les multimédias, ainsi que de (3) l'économie de la connaissance sont l'apanage des anciens pays industrialisés.

## Mondialisation et diversité du capitalisme

17 Si l'on entend la mondialisation comme un concept qui rend pertinente une échelle d'analyse (le monde) pour penser les dynamiques sociales, économiques et spatiales que l'on perçoit aux niveaux local, régional ou national<sup>17</sup>, sa dimension économique doit être entendue comme un processus<sup>18</sup>, une dynamique de changement de l'ordre du monde<sup>19</sup>. Ce processus est à penser dans le temps long et repose sur une interaction entre agents économiques dont il résulte une intégration accrue entre territoires et marchés et une interdépendance entre États-nations<sup>20</sup>. Sa forme la plus contemporaine est la globalisation qui, tout en s'inscrivant dans le prolongement des phases antérieures de la mondialisation économique, s'en distingue par deux caractéristiques majeures : la financiarisation et la primauté des dynamiques transnationales (et non plus internationales). L'accélération et l'approfondissement du processus lui font en effet franchir une étape nouvelle à partir des années 1980. Comme dans ses étapes antérieures, la mondialisation se caractérise par une intensification des flux commerciaux et par une forte progression des investissements directs à l'étranger qui reflètent la globalisation productive et l'émergence des firmes globales. Mais elle s'accompagne aussi d'une explosion du volume des mouvements de capitaux qui explique que l'on y fait souvent référence sous les termes de « globalisation financière ». Intégration mondiale des marchés de capitaux, montée en puissance d'un capitalisme patrimonial, progression de la liquidité mondiale, instabilité systémique et succession de crises financières depuis les années 1990 constituent les caractéristiques majeures de ce processus de globalisation financière. Elles s'enracinent

dans une transformation radicale des systèmes financiers qui fait prévaloir les principes de la finance de marché et se démarque fondamentalement de la logique qui prévalait lorsque le financement de la croissance économique était principalement assuré par le système bancaire. Cette transformation résulte elle-même de l'évolution du système monétaire international consécutif à l'effondrement du système de Bretton Woods dans les années 1970 et de la mutation des systèmes financiers nationaux, notamment sous l'effet de la déréglementation. Elle a été marquée par un fort degré d'innovation qui a conduit à la diversification des instruments financiers – notamment grâce à l'apparition des marchés dérivés ou à la titrisation – et à une augmentation du rendement des placements financiers.

## Mondialisation et dynamique anglo-saxonne

- 18 Le rôle moteur joué par le Royaume-Uni et les États-Unis dans le processus de globalisation financière a souvent été souligné<sup>21</sup>. Souvent qualifiée de « dynamique anglo-saxonne », cette dynamique est à plus proprement parler « anglo-américaine ». Pour en rendre compte, trois facteurs peuvent être évoqués. Le premier, de nature à la fois historique et institutionnelle, tient à la place de premier plan occupée par la Cité de Londres et par Wall Street dans le monde de la finance internationale, et ce dès les années 1970, au moment où s'effondre le système de Bretton Woods et où s'amorce un mouvement de déréglementation financière qu'impulsent le Royaume-Uni et les États-Unis et qui vient renforcer leur avantage comparatif<sup>22</sup>. Ce mouvement de déréglementation, qui se développe aux États-Unis à partir du milieu des années 1970 et au Royaume-Uni à partir des années Thatcher (1979-1990), est lui-même un second élément à prendre en compte parce qu'il renforce l'attractivité de New York et de Londres en tant que places financières. Dans le même temps, la montée en puissance des fonds de pension américains et britanniques, qui repose à la fois sur une évolution institutionnelle et sur des données démographiques, accentue la portée du phénomène. Le ressort en réside dans les montants énormes que ces institutions ont pu collecter du fait de la mise en place de régimes de retraites privés fondés sur le principe de capitalisation à un moment où les classes d'âge concernées par l'épargne retraite étaient particulièrement nombreuses<sup>23</sup>. Les fonds de pension se trouvent ainsi rapidement dotés d'une « force de frappe » financière de première importance. Or ces fonds de pension, comme les autres investisseurs institutionnels<sup>24</sup>, sont les acteurs prépondérants du mouvement de globalisation financière. La pression qu'ils exercent sur les entreprises pour maximiser en permanence le rendement de leurs investissements confère à la finance un impact considérable sur l'économie réelle car elle motive le plus souvent les choix stratégiques opérés par les entreprises, la rentabilité financière prenant le pas sur toutes les autres logiques dans la définition de leurs orientations stratégiques. On voit ainsi se multiplier, à partir de la fin des années 1980, des fusions et acquisitions transfrontières qui donnent naissance à des groupes « globaux » dont la naissance est bien souvent orchestrée par des opérateurs « anglo-saxons ». Le fait que les sièges des cabinets de conseils en stratégie qui conçoivent ces opérations<sup>25</sup> ou des banques d'affaires qui les réalisent<sup>26</sup> soient implantés à Londres ou à New York renforce, ce faisant, le statut de ces deux places comme « cœur » de la finance internationale et y attire des institutions originaires de pays tiers<sup>27</sup>.
- 19 La forte dimension spéculative de bon nombre d'opérations financières donne naissance à des « bulles » dont l'éclatement se transmet immédiatement, du fait de l'interconnexion entre marchés, aux autres places boursières, fragilisant l'économie mondiale<sup>28</sup>. À partir du milieu des années 1990, les crises se succèdent aux quatre coins de la planète<sup>29</sup>, atteignant le cœur même de l'économie mondialisée au printemps 2000 : l'éclatement de la bulle Internet plonge les États-Unis dans une récession dont ils ne se sortiront qu'à coup de milliards de dollars de déficit budgétaire et d'une politique monétaire extrêmement accommodante qui ne tardera pas, quelques années plus tard, à révéler ses dangers. Comme on le sait, la crise des subprimes qui éclate en 2007 se propagera rapidement au monde de la banque et de la finance (2008) et du fait de la place qu'occupent les services financiers dans l'économie britannique et dans l'économie américaine, les effets de cette crise sur l'économie réelle ne pouvaient qu'être de très large ampleur<sup>30</sup>.

## Convergence ou divergence des modèles de capitalisme ?

20 Bruno Amable résume bien le retournement des représentations auquel a conduit la crise financière :

Il y a encore peu, c'est-à-dire avant la crise financière de 2008, l'opinion dominante à la fois chez les économistes et les éditorialistes était à peu de choses près la suivante : la question de la différenciation des modèles de capitalisme ne se pose plus car la convergence de tous les systèmes vers un modèle unique de capitalisme « mondialisé » est inéluctable. Le capitalisme de demain semblait être le modèle « anglo-saxon », qui repose sur des marchés déréglementés, plutôt que le capitalisme rhénan décrit par Michel Albert. Si l'existence de spécificités nationales dans les années 1960 et les années 1970 étaient admises, il était communément avancé qu'elles tendaient à disparaître. [...] La crise financière qui a éclaté en 2007 a mis fin à la suprématie de ce modèle, à tel point que ceux qui se proposaient d'en être les propagateurs en Europe continentale proclament aujourd'hui haut et fort que « le marché qui a toujours raison, c'est fini ». Et la presse anglo-saxonne qui n'avait pas de mots assez durs pour fustiger l'aveuglement français à refuser la marche vers le capitalisme déréglementé se prend aujourd'hui à trouver des vertus à l'intervention publique « à la française »<sup>31</sup>.

21 Analyser l'évolution des économies nationales par référence à un modèle, à un idéal type<sup>32</sup> a des vertus heuristiques : la confrontation entre l'idéal type et la réalité empirique permet de donner sens à celle-ci. Si aucune économie réelle ne possède en général l'intégralité des propriétés du modèle, celui-ci sert de repère fixe par rapport auquel il est possible d'apprécier les transformations que subissent les économies dans le temps et facilite la comparaison entre les différentes configurations nationales.

22 En se référant à la typologie définie par Amable dans son ouvrage *Les cinq capitalismes*<sup>33</sup>, on peut distinguer cinq « types idéaux » de capitalisme qui diffèrent par les institutions présentes dans cinq domaines : la concurrence sur les marchés de produits, le marché du travail et la relation d'emploi (le « rapport salarial »), la protection sociale, le système éducatif et le système financier. Ces cinq « modèles » sont le capitalisme fondé sur le marché (caractéristique des « économies libérales de marché » et également baptisé « modèle anglo-saxon », le capitalisme européen continental, le capitalisme social-démocrate, le capitalisme « méditerranéen » et le capitalisme asiatique. Dans cette typologie le capitalisme anglo-saxon se caractérise comme suit :

- Concurrence sur les marchés de produits : grande importance de la concurrence par les prix, neutralité de l'État sur les marchés de produits, coordination par les signaux (prix) du marché, ouverture à la concurrence et à l'investissement étranger.
- Rapport salarial : protection de l'emploi faible, flexibilité externe, recours facile au travail temporaire et licenciement, embauches faciles, aucune politique d'emploi active, stratégies défensives des syndicats, décentralisation de la négociation salariale.
- Secteur financier : forte protection des actionnaires minoritaires, faible concentration de la propriété, grande importance des investisseurs institutionnels, marché actif pour le contrôle d'entreprise (prise de contrôle, fusions et acquisitions), forte sophistication des marchés financiers, développement du capital-risque.
- Protection sociale : protection sociale faible, participation faible de l'État, accent sur le soulagement de la pauvreté (filet de sécurité), prestations conditionnées aux ressources, systèmes de retraite par capitalisation.
- Éducation : dépenses publiques faibles, système d'enseignement supérieur fortement compétitif, éducation secondaire non homogénéisée, formation professionnelle faible, accent sur les compétences générales, formation tout au long de la vie<sup>34</sup>.

23 Dans ce modèle, la concurrence joue un rôle central. Sur les marchés de produits, elle rend les entreprises plus sensibles aux chocs économiques, qui ne peuvent pas être entièrement absorbés par des ajustements de prix et impliquent donc des ajustements en quantité, qui concernent notamment l'emploi. La protection de l'emploi étant faible et les licenciements faciles, le maintien de la profitabilité des entreprises passe par le licenciement d'une partie de leur main-d'œuvre, la flexibilité de l'emploi leur permettant de réagir rapidement aux conditions changeantes du marché. Par ailleurs le développement et la sophistication des



marchés financiers met à leur disposition un mode de financement plus « liquide » que celui que proposent les banques, facilitant lui aussi leur adaptation à un environnement compétitif changeant.

24 La mondialisation a-t-elle fait converger l'ensemble des pays du monde vers ce modèle ? Ceux qui le pensent appartiennent à des écoles de pensée radicalement différentes. L'une d'entre elles pousse dans ses extrémités la thèse de la « dynamique anglo-saxonne » et voit dans la mondialisation contemporaine la manifestation d'un impérialisme du capitalisme financier dont les États-Unis seraient le fer de lance<sup>35</sup>. Une autre est d'avis qu'il y a, en économie, un seul « bon modèle » vers lequel tous les pays devraient s'efforcer de tendre. C'est la vision qui sous-tendait le consensus de Washington et à laquelle certains auteurs restent aujourd'hui attachés<sup>36</sup>. Une autre estime que l'évolution des modèles de capitalisme à travers le temps et l'espace répond à une pression concurrentielle qui pousserait les pays à adopter les « meilleures pratiques », celles qui ont fait leurs preuves ailleurs. Les économistes français se rattachant à l'école de la Régulation font le constat suivant : il est de fait que, depuis les années 1990, la plupart des économies ont subi des transformations substantielles qui ont modifié les formes institutionnelles dans des domaines importants et ont altéré les complémentarités entre les institutions ; la majeure partie des changements institutionnels s'est faite dans le sens de la soumission aux mécanismes de marché, qui est la caractéristique majeure du modèle de capitalisme anglo-saxon. Ces évolutions ne vont néanmoins pas dans le sens d'une convergence vers un modèle unique car les transformations qui se sont produites au sein de chaque économie « n'ont en général pas remis en cause les compromis sociaux les plus fondamentaux ni les institutions hiérarchiquement les plus importantes, d'une manière telle que l'engagement vers un modèle de capitalisme néolibéral soit définitif »<sup>37</sup>. Bien au contraire, « l'intensification des interdépendances internationales a intensifié la diversification institutionnelle des économies »<sup>38</sup> comme le révèle l'analyse comparée de l'évolution de l'Europe, des États-Unis et du Japon<sup>39</sup>, ou encore elle des pays latino-américains<sup>40</sup>.

25 Certes, l'influence anglo-américaine sur l'économie mondiale est patente. Elle s'exerce dans des organisations économiques internationales étatiques comme le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque des règlements internationaux (BRI) ou, plus récemment, le G20, mais aussi au sein des acteurs hybrides qui constituent des « autorités épistémiques » comme l'OCDE, le Comité de Bâle, l'International Accounting Standards Board (IASB), ou encore les agences de notation<sup>41</sup>. Depuis les années 1970, c'est à New York et à Londres qu'ont été développées les innovations financières qui, à la faveur de la mondialisation, ont ensuite essaimé dans l'ensemble des autres places financières du monde. Les grandes universités américaines — et dans une moindre mesure britanniques — continuent à former les têtes pensantes qui dominent largement la *doxa* économique planétaire. Il s'agit d'une forme de *soft power* dont on ne doit pas sous-estimer l'importance pour comprendre les évolutions du monde contemporain. Bien que marqués par cette influence, les pays du monde anglophone ont néanmoins suivi des trajectoires largement originales dans la période considérée. Cette diversité des trajectoires nationales au sein du monde anglophone ne résulte pas seulement des différences existant entre les différents pays en matière de ressources (dotation des facteurs), de structures et d'institutions économiques. Elle tient aussi à l'histoire de chacun de ces pays, à leur culture propre et aux « compromis institutionnalisés » dérivant de la formation des alliances politiques qui ont pu se mettre en place dans chacun d'entre eux. C'est ce que les articles de ce numéro illustrent largement.

## Conclusion

26 Au terme d'une analyse que s'est efforcée de retracer les différentes étapes du capitalisme et les effets de la mondialisation contemporaine sur la diversité des modèles de capitalisme préexistant à son avènement, il apparaît qu'il ne s'est pas opéré une uniformisation du capitalisme sous l'influence dominante du capitalisme anglo-américain, mais simplement une « libéralisation » des capitalismes nationaux. Les capitalismes nationaux ont évolué dans un sens plus libéral, ce qui a conduit à des formes d'hybridation entre capitalisme national et

capitalisme « anglo-saxon ». Ce qui est vrai à l'échelle du monde l'est aussi au sein du monde anglophone.

---

### **Bibliography**

- ADDA Jacques, *La mondialisation de l'économie : genèse et problèmes*, Paris : La Découverte, 2006.
- AGLIETTA Michel, *Crise et rénovation de la finance*, Paris : Fayard, 2009.
- ALBERT Michel, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris : Seuil, 1991.
- AMABLE Bruno, *Les cinq capitalismes*, Paris : Seuil, 2005.
- AMABLE Bruno, « Capitalisme et mondialisation : une convergence des modèles ? », *Cahiers français*, n° 349, 2009, 57-62.
- AZUELOS Martine (Dir.), *La déréglementation des économies anglo-saxonnes : bilan et perspectives*, Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1995.
- BAUMOL William J., Robert Litan et Carl E. Schramm, *Good Capitalism, Bad Capitalism and the Economics of Growth and Prosperity*, New Haven : Yale UP, 2007.
- BIASUTTI Jean-Pierre et Laurent BRAQUET, « Définir le capitalisme », *Problèmes économiques*, Hors-série Comprendre le capitalisme, n° 5, mars 2014, 5-11.
- BOYER Robert, « Variété du capitalisme et théorie de la régulation », *L'Année de la Régulation*, n° 6, 2002, 125-194.
- BOYER Robert, *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris : Odile Jacob, 2004.
- BOYER Robert et Pierre-François Souyri (Dir.), *Mondialisation et régulations. Europe et Japon face à la singularité américaine*, Paris : La Découverte, 2001.
- BRAUDEL Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris : Flammarion, 1988.
- CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), *Trade and Development Report. New Features of Global Interdependence*, Genève : Organisation des Nations unies, 2005.
- CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), *Adjusting to the Changing Dynamics of the World Economy*, Genève : Organisation des Nations unies, 2013.
- ESPOSITO Marie-Claude et Martine AZUELOS (Dir.), *Mondialisation et domination économique: la dynamique anglo-saxonne*, Paris : Economica, 1997.
- ESPOSITO Marie-Claude, « Mondialisation de la finance : les autorités de surveillance anglo-saxonnes, acteurs indispensables », in Martine AZUELOS (Dir.), *Pax Americana. De l'hégémonie au leadership économique*, Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999, 67-95.
- FRAYSSÉ Olivier, « De l'Uruguay Round à l'Accord multilatéral sur l'investissement : l'emprise du modèle américain », in Martine AZUELOS (Dir.), *Pax Americana. De l'hégémonie au leadership économique*, Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999, 45-66.
- GHORRA-GOBIN Cynthia (Dir.), *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris : Armand Colin, 2012 (voir les entrées capitalisme, économie, crise, firme globale, globalisation, mondialisation, planétaire).
- GUILLAUME André et Marie-Claude ESPOSITO, *Londres. Histoire d'une place financière*, Paris : Presses universitaires de France, 1993.
- HALL Peter A. et David W. SOSKICE (Dir.), *Varieties of Capitalism*, Oxford : Oxford UP, 2001.
- HIRSCHMAN Albert O., *The Passions and the Interests: Political Arguments for Capitalism before its Triumph*, Princeton: Princeton UP, 1977 [traduction française : *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris : Presses universitaires de France, collection Quadrige, 2011].
- MARX Karl, *Le Capital*, livre 1, Paris : Presses universitaires de France, collection Quadrige, 1993 [1867].
- MUELLER Dennis C. (Dir.), *The Oxford Handbook of Capitalism*, Oxford : Oxford UP, 2012.
- ORLEAN André, *L'Empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris : Seuil, 2011.
- PANITCH Leo et Sam GINDIN, *The Making of Global Capitalism. The Political Economy of American Empire*, Londres : Verso, 2012.

- PEYRONEL Valérie, Catherine CORON et Régine HOLLANDER (Dir.), *La crise financière et les économies du monde anglophone*, Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2010.
- REBERIOUX Antoine, « D'un capitalisme managérial à un capitalisme actionnarial ? », *Problèmes économiques*, Hors-série Comprendre le capitalisme, n° 5, mars 2014, 67-73.
- REVUE DE LA RÉGULATION, n° 11, 1er semestre, mai 2012, <<http://regulation.revues.org/9741>>, consulté le 10 février 2015.
- RODRIK Dani, *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*, New York : W.W. Norton, 2011.
- SCHUMPETER Joseph Alois, *Théorie de l'évolution économique*, Paris : Dalloz, 1999 [1912].
- SEN Amartya, *Development as Freedom*, Oxford : Oxford UP, 1999 [traduction française : *Un nouveau modèle économique : Développement, justice, liberté*, Paris : Odile Jacob, 2010].
- SILBERNER Edmond, « Mots et choses : les mots du capitalisme », *Annales d'histoire sociale*, vol. 2, n° 2, 1940, 133-134.
- SOMBART Werner, *Der moderne Kapitalismus*, Leipzig : Duncker & Humblot, 1902.
- VANEL Grégory, « La normalisation financière internationale face à l'émergence de nouvelles autorités épistémiques américaines. Le cas de la filière des chiffres », *Revue de la régulation*, n° 3-4, deuxième semestre 2008, <<http://regulation.revues.org/4533>>, consulté le 10 février 2015.
- VAN DER YEUGHT Michel, *Une Histoire de Wall Street*, Paris : Éditions Eska, 2009.
- WEBER Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 2003 [1905].
- ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom. Illiberal Democracy at Home and Abroad*, New York : W.W. Norton, 2003 [traduction française : *L'avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Paris : Odile Jacob, 2003].

---

## Notes

- 1 Voir notamment Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Paris : Seuil, 1991 ; et Suzanne Berger & Donald Dore (Dir.), *National Diversity and Global Capitalism*, Ithaca : Cornell UP, 1996
- 2 Voir Bruno Amable, « Capitalisme et mondialisation : une convergence des modèles ? », *Cahiers français*, n° 349, 2009, 57-62.
- 3 La formule est attribuée à Louis Blanc par Edmond Siberner. Voir Edmond Siberner, « Mots et choses : les mots du capitalisme », *Annales d'histoire sociale*, vol. 2, n° 2, 1940 133-134.
- 4 Voir Jean-Pierre Biasutti et Laurent Braquet, « Définir le capitalisme », *Problèmes économiques*, Hors série Comprendre le capitalisme, n° 5, mars 2014, 5-11
- 5 Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, Leipzig : Duncker & Humblot, 1902.
- 6 Michel Aglietta, *Crise et rénovation de la finance*, Paris : Fayard, 2009.
- 7 Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris : Flammarion, 1988.
- 8 Joseph Alois Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, Paris : Dalloz, 1999 [1912].
- 9 Karl Marx, *Le Capital, livre I*, Paris : Presses universitaires de France, collection Quadrige, 1993 [1867].
- 10 Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 2003 [1905].
- 11 Albert O. Hirschman, *The Passions and the Interests: Political Arguments for Capitalism before its Triumph*, Princeton : Princeton UP, 1977 [traduction française : *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris : Presses universitaires de France, collection Quadrige, 2011].
- 12 Voir Michel Aglietta, *Crise et rénovation de la finance*, *op. cit.*, et André Orléan, *L'Empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris : Seuil, 2011.
- 13 Voir Fareed Zakaria, *The Future of Freedom. Illiberal Democracy at Home and Abroad*, New York : W.W. Norton, 2003 [traduction française : *L'avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Paris : Odile Jacob, 2003].
- 14 Amartya Sen, *Development as Freedom*, Oxford : Oxford UP, 1999 [traduction française : *Un nouveau modèle économique : Développement, justice, liberté*, Paris : Odile Jacob, 2010].

- 15 Cynthia Ghorra-Gobin, *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris : Armand Colin, 2012, entrées « Globalisation » et « Mondialisation ».
- 16 Voir Antoine Rebérioux, « D'un capitalisme managérial à un capitalisme actionnarial ? », *Problèmes économiques*, Hors série Comprendre le capitalisme, n° 5, mars 2014, 67-73.
- 17 C'est la définition proposée dans Cynthia Ghorra-Gobin, *Dictionnaire critique de la mondialisation, op. cit.*, 7.
- 18 Le Petit dictionnaire Larousse définit le terme « processus » comme un « enchaînement ordonné de faits ou de phénomènes, répondant à un certain schéma et aboutissant à quelque chose ».
- 19 Voir Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, *Adjusting to the Changing Dynamics of the World Economy*, Genève : Organisation des Nations unies, 2013.
- 20 Voir Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, *Trade and Development Report. New Features of Global Interdependence*, Genève : Organisation des Nations unies, 2005.
- 21 Voir notamment Marie-Claude Esposito et Martine Azuelos (Dir.), *Mondialisation et domination économique: la dynamique anglo-saxonne*, Paris : Economica, 1997.
- 22 Voir André Guillaume et Marie-Claude Esposito, Londres. *Histoire d'une place financière*, Paris : Presses universitaires de France, 1993 ; et Michel Van der Yeught, *Une Histoire de Wall Street*, Paris : Éditions Eska, 2009.
- 23 La génération du *baby boom* est en effet la génération la plus nombreuse jamais née aux États-Unis et au Royaume-Uni.
- 24 Outre les fonds de pension, les investisseurs institutionnels comprennent les compagnies d'assurance et les fonds d'investissement, de création plus récente.
- 25 Ces sociétés, dénommées les « Big 4 » depuis le démantèlement d'Arthur Andersen en 2002 suite au scandale Enron, sont Ernst & Young, PricewaterhouseCoopers, Deloitte et KPMG. En dépit de l'image « globale » qu'elles affichent, leurs centres de contrôle effectifs sont situés à Londres ou à New York.
- 26 Les principales d'entre elles, Goldman Sachs, J.P. Morgan, Citi, sont en fait des banques américaines qui ont bâti des empires planétaires. Leur activité sur la place de Londres est d'une importance tout à fait comparable à celle qu'elles développent à New York, Londres étant devenue la plaque tournante de leur activité en Europe.
- 27 Avoir des antennes à Londres ou à New York est incontournable pour toute grande banque européenne ou japonaise, par exemple.
- 28 Un marché « global » implique que les places financières sont interconnectées et que les perturbations qui s'y produisent déclenchent un « effet papillon » : l'onde de choc causée par la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 se transmet ainsi instantanément à l'ensemble des places financières du monde, plongeant celui-ci dans une crise d'une ampleur sans précédent depuis les années 1930.
- 29 Le Mexique (1995), l'Asie (1997), la Russie (1998), l'Argentine (2001) et le Brésil (2002) en sont tour à tour les victimes.
- 30 La part de ce secteur dans le PIB britannique était de 7,7 % en 2007. En juin 2008, ce secteur employait 1,03 millions de personnes (3,5 % de l'emploi total) dont 353 000 travaillaient à Londres. Aux États-Unis, ce secteur représentait 8,0% du PIB en 2007.
- 31 Bruno Amable, « Capitalisme et mondialisation : une convergence des modèles ? », *op. cit.*, 57-58.
- 32 Voir, sur cette notion de « type idéal », l'introduction du présent numéro.
- 33 Bruno Amable, *Les cinq capitalismes*, Paris : Seuil, 2005.
- 34 Bruno Amable, *Les cinq capitalismes, op. cit.*, 137-139.
- 35 C'est la thèse développée dans l'ouvrage de Leo Panitch et Sam Gindin, *The Making of Global Capitalism. The Political Economy of American Empire*, Londres : Verso, 2012.
- 36 Voir par exemple William J. Baumol, Robert Litan et Carl E. Schramm, *Good Capitalism, Bad Capitalism and the Economics of Growth and Prosperity*, New Haven : Yale UP, 2007 ; ou Dennis C. Mueller (Dir.), *The Oxford Handbook of Capitalism*, Oxford : Oxford UP, 2012.

- 37 Bruno Amable, « Capitalisme et mondialisation : une convergence des modèles ? », *op. cit.*, 59.
- 38 Robert Boyer, *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris : Odile Jacob, 2004, 9.
- 39 Voir Robert Boyer et Pierre-François Souyri (Dir.), 2001, *Mondialisation et régulations. Europe et Japon face à la singularité américaine*, Paris : La Découverte, 2001.
- 40 Voir *Revue de la régulation*, 2012, n° 11, 1er semestre, mai 2012.
- 41 Voir notamment Olivier Frayssé, « De l'Uruguay Round à l'Accord multilatéral sur l'investissement : l'emprise du modèle américain », in Martine Azuelos (Dir.), *Pax Americana. De l'hégémonie au leadership économique*, Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999, 45-66 ; Marie-Claude Esposito, « Mondialisation de la finance : les autorités de surveillance anglo-saxonnes, acteurs indispensables », in Martine Azuelos (Dir.), *Pax Americana. De l'hégémonie au leadership économique*, Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999, 67-95 ; Grégory Vanel, « La normalisation financière internationale face à l'émergence de nouvelles autorités épistémiques américaines. Le cas de la filière des chiffres », *Revue de la régulation*, n° 3-4, deuxième semestre 2008, <<http://regulation.revues.org/4533>>, consulté le 13 septembre 2014.

## References

### Electronic reference

Cynthia Ghorra-Gobin and Martine Azuelos, « Le capitalisme à l'âge global : les mutations en cours transcendent-elles les spécificités nationales ? », *Revue LISA/LISA e-journal* [Online], vol. XIII-n°2 | 2015, Online since 20 March 2015, connection on 26 October 2015. URL : <http://lisa.revues.org/8189> ; DOI : 10.4000/lisa.8189

## Authors

### Cynthia Ghorra-Gobin

Cynthia Ghorra-Gobin est directeur de recherche au CNRS, affiliée au CREDA (Centre de recherche et de documentation sur les Amériques). Géographe, elle a centré sa recherche sur la ville à partir d'un travail de terrain mené dans les Amériques. Depuis la publication de *Les Etats-Unis entre local et mondial* (Presses de Sciences-Po, 2000), ses travaux portent plus particulièrement sur la métropolisation définie comme la dynamique spatiale et infranationale de la mondialisation. Elle a coordonné le Dictionnaire critique de la mondialisation (Colin, 2012).

### Martine Azuelos

Martine Azuelos est professeur émérite de civilisation anglo-américaine à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3. Après avoir fondé le CERVEPAS (Centre d'études et de recherches sur la vie économique des pays anglo-saxons), elle a principalement orienté ses recherches vers l'étude de l'évolution contemporaine de l'économie américaine et de l'économie britannique et leur rôle dans le processus de mondialisation. En témoignent la publication de *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne* (Paris, Economica, 1998), ou de *Intégration dans les Amériques : dix ans d'ALENA* (Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2004). À noter également sa participation à la coordination de deux numéros de la *Revue LISA : L'économie de l'innovation dans le monde anglo-saxon : ressorts, enjeux, influences* (vol. IV, n° 1, 2006, <<http://lisa.revues.org/1164>>) et *Les années Bush : l'héritage socio-économique* (vol. VIII, n° 1, 2010, <<http://lisa.revues.org/3292>>).

## Copyright

© Presses Universitaires de Rennes

## Abstracts

La mondialisation économique, qui s'est accélérée au cours des dernières décennies, a-t-elle conduit à une convergence des modèles nationaux de capitalisme vers un modèle unique de capitalisme de marché, souvent baptisé « capitalisme anglo-saxon » ? Pour répondre à cette

question, cet article commence par retracer les principales étapes de l'évolution du capitalisme et de ses représentations à travers l'histoire. Il caractérise ensuite sa phase contemporaine, marquée par la globalisation. Tout en s'inscrivant dans le prolongement des phases antérieures de la mondialisation, la globalisation contemporaine s'en distingue par la financiarisation et la primauté des logiques transnationales, qui ont fortement influencé l'évolution des capitalismes nationaux et les ont rendus plus soumis aux mécanismes du marché. Toutefois, la diversification institutionnelle des économies s'est intensifiée, ce qui conduit à conclure à une hybridation des modèles, plutôt qu'à une convergence, dans la période contemporaine.

### Capitalism in the Global Age: Beyond National Specificities?

Has accelerating globalisation led to a convergence of national varieties of capitalism toward a single, market-led, 'Anglo-Saxon' model in the past few decades? To answer this question, this paper begins by characterising the major stages in the development and representation of capitalism over time. It then focuses on the contemporary period, with particular emphasis on the impact of financialisation and the prevalence of transnational dynamics. It argues that while these shifts have deeply affected the trajectories of national varieties of capitalism, increasing the role of market mechanisms, institutional diversification has nevertheless intensified. It concludes that hybridisation, rather than convergence, of models appears to be the defining characteristic of capitalism in the global age.

#### *Index terms*

**Index de mots-clés** : mondialisation, globalisation, hybridation, capitalisme national, diversité du capitalisme, dynamique anglo-saxonne, convergence, divergence, financiarisation

**Index by keywords** : globalisation, national varieties of capitalism, Anglo-Saxon dynamic, convergence, divergence, financialisation

**Index géographique** : États-Unis, Londres, New York, monde, monde anglophone, monde anglo-saxon, Royaume-Uni, Anglo-Saxon world, Anglosphere, English-speaking world, London, United Kingdom, United States, world

**Chronological index** : XXe siècle, XXIe siècle, 20th century, 21st century